

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE BALAS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION  
DE RESTRUCTURATION GLOBALE ET L'EXTENSION DU LYCÉE AGRICOLE ET HORTICOLE DE  
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	5
<a href="#">ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION</a> .....	7
<a href="#">Protocole transactionnel entre la Région et BALAS</a> .....	8

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet d'approuver le protocole transactionnel et d'autoriser la présidente de la région Ile-de-France à le signer.

Ce protocole porte sur le marché relatif à la restructuration globale et l'extension du lycée agricole et horticole de Saint Germain en Laye notifié à l'entreprise BALAS le 11 mars 2010 pour un montant de 2 991 000 € HT.

Le mandataire de l'opération est la société ICADE.

Initialement, le délai global d'exécution était de 38 mois. Le démarrage des travaux a été fixé au 12 avril 2019. Mais en raison notamment du retard des différents intervenants, des découvertes en cours de chantier de la présence d'eau, le délai global d'exécution a été prolongé par plusieurs avenants de 24,5 mois au total.

Par courrier en date du 20 mai 2016, la société BALAS a transmis son projet de décompte final comprenant une demande indemnitaire de 603 946,50 € HT au titre des incidences financières liées à l'allongement de la durée du chantier.

A la suite de la réception de la demande indemnitaire, des négociations ont eu lieu entre la Région et la société BALAS mais n'ont pas pu aboutir.

La société BALAS a signé avec réserves le décompte général notifié le 14 septembre 2018 et a joint un mémoire de réclamation d'un montant de 869 474,75 € TTC se décomposant comme suit :

- Demande indemnitaire : 603 946,50 € HT ;
- Travaux supplémentaires : 78 986,45 € HT ;
- Pénalités : 30 400,00 € HT ;
- Règlement des sous-traitants : 19 555,21 € TTC.

Suite au rejet implicite de cette demande par la Région, la société BALAS a saisi le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou des litiges relatives aux marchés de Versailles.

Le 16 septembre 2021, le comité a rendu son avis au terme duquel il considère que la société BALAS est recevable à solliciter le versement d'une somme de 632 845,46 € HT.

Les parties ont souhaité parvenir à une solution amiable pour mettre fin à leur différend. Elles ont convenu d'engager les discussions dans le cadre d'une médiation judiciaire.

Les discussions engagées dans ce cadre ont finalement permis de parvenir à un accord amiable entériné par le présent protocole d'accord transactionnel qui prévoit que la Région Ile-de-France accepte d'indemniser la société BALAS à hauteur de 317 973,40 euros TTC. Cette somme correspond à la remise du montant des pénalités de retard appliqué au titre de l'exécution du marché et à l'indemnisation du préjudice de la société du fait de l'allongement de la durée du marché. Cette somme intègre également le montant des intérêts moratoires dus à la société BALAS.

Le paiement de cette somme sera imputé sur le budget de l'opération géré par le mandataire ICADE.

En contrepartie, la société BALAS renonce à introduire tout recours amiable ou contentieux relatif

à ce marché.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE BALAS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE RESTRUCTURATION GLOBALE ET L'EXTENSION DU LYCÉE AGRICOLE ET HORTICOLE DE SAINT-GERMAIN-EN- LAYE**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le marché relatif à la restructuration globale et l'extension du lycée agricole et horticole de Saint Germain en Laye notifié à l'entreprise BALAS le 11 mars 2010 ;

**VU** l'avis du Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou des litiges relatives aux marchés de Versailles en date du 16 septembre 2021 ;

**VU** l'avis de la commission de l'administration générale ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** l'avis de la commission de l'agriculture et de l'alimentation ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** le rapport n°CP 2023-003 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1**

Décide d'approuver le protocole transactionnel en annexe à la présente délibération avec la société BALAS et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

**Article 2**

Décide d'accorder une remise totale de pénalités pour un montant de 30.400 euros comme prévu dans le protocole transactionnel mentionné à l'article ci-dessus.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION**

## **Protocole transactionnel entre la Région et BALAS**



## PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

**ENTRE :**

**LA REGION ILE-DE-FRANCE**

Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN,  
représentée par sa Présidente en exercice, domiciliée ès-qualité audit siège,  
dûment habilitée aux fins des présentes par une délibération n°            en  
date du

Ci-après dénommée « la Région » ou « le Maître d'ouvrage »,

**D'UNE PART,**

**ET :**

**LA SOCIETE BALAS**

Société par actions simplifiée inscrite au RCS de Nanterre sous le n°562 077  
792, ayant son siège sis 19 bd Louise Michel – 92230 GENNEVILLIERS,  
prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié ès qualité  
audit siège,

Ci-après dénommée » BALAS » ou « le Titulaire »,

**D'AUTRE PART,**

Ci-après dénommés ensemble « les Parties » ou séparément « une Partie »,

### PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

**IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT PAR UN PREAMBULE QUI FAIT  
PARTIE INTEGRANTE DE LA PRESENTE TRANSACTION**

**1. LE MARCHE**

1. Dans le cadre de l'opération de travaux relative à la « *restructuration globale et l'extension du lycée agricole et horticole de Saint Germain en Laye* », la Région Ile-de-France (ci-après le « Maître d'ouvrage » ou la « Région ») a conclu un marché avec la société BALAS (ci-après le « Marché ») recouvrant les prestations suivantes :

- Chauffage – Ventilation – Désenfumage mécanique,
- Plomberies sanitaires,
- Equipements salles spécialisées.

Le Marché a été notifié le 11 mars 2010 pour un montant de 2.991.000 € HT.

Pour les besoins de l'opération, la Région s'est par ailleurs entourée :

- D'un mandataire : Icade Promotion,
- D'un maître d'œuvre : Agence Art-Ur, en cotraitance avec plusieurs bureaux d'études techniques (BET).

2. Initialement, le délai global d'exécution était de 38 mois (dont une période de préparation d'un mois et demi), suivant le phasage suivant :

**PHASE 1:            13 MOIS**

**PREPARATION (1,5 MOIS)**

**Interventions concernant :**

- LOCAUX PROVISOIRES EXTERIEURS AUX BATIMENTS DU LYCEE / BASE VIE / BATIMENT A1, D ET H.
- LOCAUX DECORATION FLORALE
- LOGEMENTS DE FONCTION
- PARKINGS EXTERIEURS

**PHASE 2:            13 MOIS**

**Interventions concernant :**

- BATIMENT DU LYCEE
- EXPLOITATION

**PARAPHES**

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

**PHASE 3 :        12 MOIS**

**Interventions concernant :**

- **BATIMENTS DU LYCEE**

**2. LES DIFFICULTES D'EXECUTION AYANT CONDUIT A DES RETARDS DE CHANTIER**

3. Le démarrage des travaux a été fixé au 12 avril 2010 par l'ordre de service n° 1, ce qui donnait :

- Phase 1 : 13 mois du 12 avril 2010 au 12 mai 2011 ;
- Phase 2 : 13 mois du 12 mai 2011 au 12 juin 2012 ;
- Phase 3 : 12 mois du 12 juin 2012 au 12 juin 2013 ;

Mais le chantier a pris beaucoup de retard pour des causes diverses et le 12 juin 2013, date contractuelle d'expiration du délai global d'exécution, la Phase 1 n'était pas terminée.

4. Après cette date, le délai global d'exécution sera par trois fois prolongé par avenant, de 24,5 mois au total :

- Avenant 1 conclu en septembre 2013 et prolongeant le délai global d'exécution jusqu'en juin 2014 (+ 12 mois) ;
- Avenant 2 prolongeant le délai global d'exécution jusqu'au 12 octobre 2014 (+16 mois) ;
- Avenant 3 conclu en juin 2015 et prolongeant le délai global d'exécution jusqu'au 25 juin 2015 (+ 24,5 mois).

5. Dès l'avenant 1, la prolongation du délai global d'exécution s'est accompagnée d'une modification du phasage contractuel, l'objet étant de combler une partie du retard sur la Phase 1 en basculant des travaux de la Phase 3 vers la Phase 2 :

La phasage initial de l'opération prévoyait :

Phase 1 : 13 mois,

Phase 2 : 13 mois,

Phase 3 : 12 mois.

Ce phasage a été modifié comme suit :

Phase 1 : 34 mois,

Phase 2 : 15 mois,

Phase 3 : 5 mois.

**PARAPHES**

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société <b>BALAS</b>	
-------------------------	--	-------------------------	--

6. Les trois avenants précités ont, en outre, régularisé des travaux modificatifs « *pour faire suite aux aléas techniques ayant un caractère exceptionnel* » et « *aux demandes du Maître d'ouvrage* ».

Mois Mo = Oct. 2008	Montant € HT
Marché Initial	2 991 000,00
Avenant n°1	118 770,34
Avenant n°2	- 67 250,84
Avenant n°3	76 665,56
Marché y compris avenant n°1 à 3	3 119 185,06

7. Les travaux ont été réceptionnés le 27 novembre 2015, avec effet au 26 juin 2015, soit un allongement effectif de la durée du chantier de 24,5 mois, correspondant à la prolongation de délai actée par avenant.

### 3. LE DIFFEREND RELATIF AU DECOMPTE GENERAL

8. Par courrier du 20 mai 2016, la société BALAS a adressé son projet de décompte final, établissant le solde financier restant à percevoir à la somme de 924.276,12 € TTC, en ce compris une demande indemnitaire de 603.946,50 € HT à raison des incidences financières de l'allongement de la durée du chantier.

#### 3. SYNTHÈSE DE LA DEMANDE

<b>A. Les surcoûts d'encadrement</b>	<b>490 769,82 € HT</b>
Phase N° 1	361 503,00 € HT
Phase N° 2	72 409,50 € HT
Phase N° 3	56 857,32 € HT
<b>B. Logistique – Frais fixe de Chantier</b>	<b>85 167,50 € HT</b>
Immobilisation outillage	30 137,50 € HT
Environnement logistique	19 100,00 € HT
Compte Prorata	35 930,00 € HT
<b>C. Actualisation et Frais de caution</b>	<b>28 009,18 € HT</b>
Actualisation	25 214,47 € HT
Frais de Caution	2 794,71 € HT
<b>TOTAL HT</b>	<b>603 946,50 € HT</b>

#### PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

9. A la suite de la réception de la demande indemnitaire, la société Icade Promotion (mandataire du Maître d'ouvrage), a proposé à la société BALAS une indemnité de 264.715,34 € HT à titre transactionnel, sur la base d'une analyse effectuée par le Maître d'œuvre et l'ayant conduit à retenir que le préjudice de la société BALAS était susceptible d'être évalué à hauteur de 451.554,81 € HT.

Il n'a finalement pas été donné suite à ces pourparlers transactionnels.

10. Par courrier du 29 août 2016, la société BALAS a mis en demeure Icade Promotion de lui transmettre le décompte général.

Le décompte général été notifié le 14 septembre 2018 par ordre de service n°2018/10-11-DG, arrêtant le montant du marché à 4.030.937,78 € TTC et le solde restant dû à 39 646,05 € TTC (correspondant à la somme de 9 643,08 EUR TTC à verser à la société BALAS et à la somme de 30 002,97 EUR TTC à verser à ses sous-traitants).

11. Le 12 octobre 2018, la société BALAS a signé le décompte général avec réserves eu égard, notamment, à l'absence de prise en compte de sa demande indemnitaire et de certains travaux supplémentaires, ainsi que de l'application de pénalités.

La société BALAS a joint un mémoire de réclamation au décompte général d'un montant de 869 474,75 € TTC se décomposant de la manière suivante :

- Demande indemnitaire : 603.946,50 € HT ;
- Travaux supplémentaires : 78.986,45 € HT ;
- Pénalités : 30.400,00 € HT ;
- Règlement des sous-traitants : 19 555,21 € TTC.

Cette réclamation a fait l'objet d'un rejet implicite.

PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

#### 4. LA PROCEDURE DEVANT LE CCIRA

12. Le 23 avril 2019, la société BALAS a saisi le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics de Versailles (ci-après « CCIRA ») aux fins de résoudre le différend financier entre les Parties relatif à l'établissement du décompte général.

13. La société BALAS considérait avoir subi un préjudice évalué à 603.946,50 € HT du fait de l'allongement des délais de 24,5 mois et que cet allongement était imputable au Maître d'ouvrage, que ce soit sur le fondement de sa responsabilité contractuelle pour faute ou des sujétions imprévues ayant conduit à bouleverser l'économie du contrat. D'après la société BALAS, la responsabilité de la Région dans les retards en cause ressortait clairement des 3 avenants conclus en cours d'exécution, qui renvoyaient la discussion sur les incidences financières des retards à une date ultérieure.

S'agissant des travaux supplémentaires, la société BALAS demandait le règlement de la somme de 78.986,45 € HT en soulignant qu'ils avaient, pour partie, été commandés par la Région, et pour le reste, qu'ils étaient indispensables à l'achèvement de l'ouvrage.

La société BALAS sollicitait la décharge des pénalités appliquées au stade du décompte général à hauteur de 30.400 € sans information sur leur fondement et leur calcul.

Enfin, la société BALAS demandait la restitution de la somme de 19.555,21 € TTC correspondant à des montants qu'elle estimait indument versés à ses sous-traitants en sus de l'acte de sous-traitance et des sommes qui leur étaient dues.

14. Pour la Région, la société BALAS ne démontrait pas l'existence d'une faute de nature à engager sa responsabilité contractuelle, ni l'existence de sujétions imprévues qui auraient conduit à bouleverser l'économie du marché, de sorte qu'elle considérait la demande d'indemnisation au titre de la prolongation des délais comme étant infondée en son principe.

A titre subsidiaire, la Région contestait le quantum en s'appuyant sur l'évaluation effectuée par le Maître d'œuvre.

#### PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

S'agissant des demandes tendant au règlement des travaux supplémentaires, la Région sollicitait également leur rejet au motif selon elle soit que les prestations étaient prévues au marché initial, soit que les travaux n'étaient pas imputables au Maître d'ouvrage, soit encore qu'ils relevaient de la garantie de parfait achèvement.

La Région maintenait sa position concernant l'application des pénalités pour un montant de 30.400 €.

Enfin, s'agissant du trop-versé aux sous-traitants, la Région indiquait ne pas avoir retrouvé de trace des paiements et a donc sollicité le rejet de la demande de reversement desdites sommes à la société BALAS.

15. Le 16 septembre 2021, le Comité a rendu son avis (notifié le 11 octobre 2021 aux Parties) aux termes duquel il a conclu que la société BALAS était recevable et bien fondée à solliciter le versement d'une somme complémentaire de 632.845,46 € HT, intégrant :

- i. Le règlement de la somme de 510.560 € HT au titre de la prolongation du délai d'exécution des travaux ayant résulté de sujétions imprévues aux motifs que
  - « le caractère imprévisible des aléas à l'origine de l'allongement de la durée d'exécution du chantier a été expressément reconnu [dans le cadre des 3 avenants conclus en cours d'exécution] » ;
  - « la société justifie de l'impact de ces sujétions imprévues sur l'économie générale du marché par une évaluation détaillée des frais en ayant résulté pour elle » ;
  - « Le montant du préjudice doit être évalué à 510.560 €, soit 17 % du montant initial du marché ; qu'il en résulte que les difficultés d'exécution de ce dernier doivent être regardées comme ayant eu pour effet de bouleverser l'économie du contrat ».
- ii. Le règlement de la somme de 75.589,45 € HT au titre des travaux supplémentaires au motif que la société BALAS a démontré soit qu'ils avaient été commandés par la Région, soit qu'ils étaient indispensables à l'achèvement de l'ouvrage, et que la Région n'a pas démontré que lesdits travaux ne seraient pas supplémentaires par rapport au contrat initial ou qu'elle se serait opposée à leur exécution.
- iii. La décharge des pénalités à hauteur de 30.400 € dans la mesure où « la région n'apporte aucun élément pour justifier du bien-fondé de la retenue qu'elle a effectuée au titre des pénalités ».

PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

- iv. Le règlement de la somme de 16.296,01 € HT correspondant au trop versé aux sous-traitants dans la mesure où « *la région ne conteste pas sérieusement la réalité de ces versements* ».

La Région n'a pas entendu donner suite à cet avis qu'elle estimait peu fondé. Cependant, les Parties souhaitaient toujours parvenir à une solution amiable pour mettre fin à leur différend.

C'est pourquoi les Parties se sont rapprochées dans l'objectif de parvenir à un accord et ont souhaité que les discussions se tiennent dans le cadre d'une médiation judiciaire.

## **5. LA PROCEDURE DE MEDIATION JUDICIAIRE**

16. Sur requête conjointe des Parties, le Tribunal administratif de Versailles a rendu une ordonnance en date du 21 juin 2022 désignant Mme Hortense MOISAND en qualité de médiatrice.

Une réunion plénière s'est tenue le 16 septembre 2022 sous l'égide de la médiatrice, à l'issue de laquelle un accord a été trouvé pour mettre un terme au différend relatif au décompte général du Marché au prix de concessions réciproques.

## **CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

#### **INDEMNITE TRANSACTIONNELLE**

Afin de mettre un terme à leur différend, la région Ile-de-France verse à la société BALAS une indemnité transactionnelle globale et forfaitaire de 264 977,84 euros HT soit 317 973,41 euros TTC décomposée comme suit :

- 234 577,84 euros HT correspondant à la réclamation au titre de l'allongement du délai d'exécution du marché ;
- 30 400 euros correspondant à une remise totale des pénalités de retard.

La somme ainsi accordée est calculée intérêts moratoires inclus et décomptés avec une date prévisionnelle de paiement au 15 décembre 2022.

#### **PARAPHES**

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS 	
-------------------------	--	---	--



La somme de 317 973, 41 euros TTC est accordée à titre forfaitaire, global et définitif et couvre l'ensemble des frais, prestations de toute nature et indemnités dont le paiement est réclamé par la société BALAS à la région Ile-de-France. Ce montant intègre le montant des intérêts moratoires dus à la société BALAS.

## **ARTICLE 2**

### **COMPTE ENTRE LES PARTIES**

Les Parties conviennent que l'indemnité transactionnelle de 264 977,84 euros HT prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est intégrée au décompte général établi par le Maître d'ouvrage.

Compte tenu des sommes déjà versées à la société BALAS suite à la notification dudit décompte général, le solde du Marché résultant de la présente transaction s'élève ainsi à 264 977,84 euros HT soit 317 973,40 euros TTC.

La présente transaction signée par la région Ile-de-France et la société BALAS vaut décompte général et définitif du Marché au sens de l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux.

## **ARTICLE 3**

### **MODALITES DE REGLEMENT DU SOLDE DU MARCHE**

La région Ile de France s'engage à verser à la société BALAS le solde du Marché prévu à l'article 2 du présent protocole, c'est-à-dire 264 977,84 euros HT soit 317 973,40 euros TTC, dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de son entrée en vigueur.

Le versement se fera par mandat administratif sur le compte suivant :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise	Domiciliation
30066	10946	00020378801	77	EUR	CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)							BIC (Bank Identifier Code)
FR76	3006	6109	4600	0203	7880	177	CMCIFRPP

#### PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS 	
-------------------------	--	---	--

Tout retard dans le versement de cette somme ouvre droit, pour la société BALAS, au paiement d'intérêts moratoires, au taux contractuel égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

#### **ARTICLE 4**

#### **RENONCIATION DU TITULAIRE**

En contrepartie des engagements pris par la région Ile-de-France dans le cadre du présent protocole, notamment ceux figurant aux articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 du présent protocole, la société BALAS renonce à percevoir et solliciter ultérieurement le versement d'une autre somme que celle consentie à l'article 1 du présent protocole et renonce définitivement et irrévocablement à toute réclamation, instance ou action, amiable ou contentieuse, de quelque nature et sur quelque fondement que ce soit, à l'encontre du Maître d'ouvrage, qui trouverait sa cause ou son origine dans la passation, la conclusion ou l'exécution du Marché ou plus généralement encore dans des faits antérieurs à la présente transaction ayant un lien direct ou indirect avec le Marché.

#### **ARTICLE 5**

#### **FRAIS, DEPENS, TAXES ET IMPOSITION**

Chaque Partie conservera à sa charge l'intégralité des frais et dépens de toute nature, et notamment les frais et honoraires d'avocat et de tout conseil, exposés par elle à l'occasion du différend objet de la présente transaction ainsi que de sa négociation et de sa rédaction.

De même, chaque Partie supportera pour ce qui la concerne, sans recours contre l'autre, toutes taxes et impositions, de quelque nature qu'elles soient, dont elle est redevable à raison de l'exécution du présent protocole.

#### **PARAPHES**

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS 	
-------------------------	--	---	--

**ARTICLE 6**  
**ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent protocole d'accord transactionnel entrera en vigueur par suite de sa notification par la Région à la société BALAS, après accomplissement des formalités de transmission en préfecture, conformément aux dispositions de l'article L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 7**  
**PORTEE TRANSACTIONNELLE DU PRESENT PROTOCOLE**

Le présent protocole vaut transaction définitive et sans réserve au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil. Il fait ainsi obstacle à l'introduction ou à la poursuite par l'une ou l'autre des parties d'une action en justice ayant le même objet, dans les termes de l'article 2052 du code civil, c'est-à-dire l'exécution du marché de travaux conclu par les Parties.

Il a entre les Parties l'autorité de la chose jugée. Il ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion et vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les Parties, couvertes par son objet, précédemment exposé, à l'exception de celles relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente transaction.

Il doit être exécuté de bonne foi et ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur, ni pour cause de lésion.

Les Parties reconnaissent que le présent protocole reflète fidèlement l'intégralité de leur accord – tout engagement, acceptation ou accord antérieur éventuel étant caducs – et traduit des concessions réciproques au titre de leur différend.

Les stipulations du présent protocole sont indivisibles et règlent le différend entre les Parties exposé en Préambule, sans emporter reconnaissance, par une Partie, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre Partie.

PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

## **ARTICLE 8**

### **CONFIDENTIALITE**

Les Parties déclarent que les termes ainsi que l'existence du présent protocole transactionnel resteront confidentiels pendant une période de dix (10) ans à compter de sa date de signature, sans préjudice des règles organisant son adoption par une collectivité territoriale, relatives à l'obligation d'information du conseil régional devant autoriser le président à signer.

Le présent protocole transactionnel pourra, toutefois, être produit en justice ou en expertise par l'une ou l'autre des Parties pour les besoins de son exécution ou être produit, à leur demande, aux administrations sociales, fiscales ou toute autre autorité qui pourrait en faire légitimement la demande ainsi que leurs assureurs respectifs et leurs commissaires aux comptes.

La Partie tenue de rendre public le présent protocole en informera par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception l'autre Partie individuellement, quinze (15) jours au plus tard avant ladite communication ou, si la demande en est faite dans ce délai, dans les meilleurs délais.

A compter de la date de signature du présent protocole, les Parties s'engagent à conserver une discrétion absolue pendant une période de dix (10) ans sur l'ensemble des échanges ayant abouti au présent protocole.

Les Parties reconnaissent que la violation des dispositions de la présente disposition est susceptible de les exposer, le cas échéant, à des poursuites judiciaires nonobstant la signature du présent protocole transactionnel.

## **ARTICLE 9**

### **DROIT APPLICABLE**

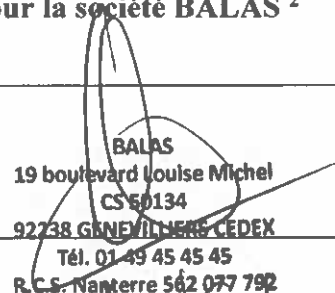
Le présent protocole et les droits et obligations en découlant pour chacune des Parties seront régis et interprétés conformément au droit français.

Tout litige auquel le présent accord pourrait donner lieu, tant en ce qui concerne sa validité que son interprétation, son exécution ou sa résolution, sera soumis au Tribunal administratif compétent.

#### PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--

Fait à Saint-Ouen, le 11/10/20 en deux exemplaires originaux,

Pour la Région Ile de France <sup>1</sup>	Pour la société BALAS <sup>2</sup>
	 BALAS 19 boulevard Louise Michel CS 50134 92238 GENEVILLIERS CEDEX Tél. 01 49 45 45 45 R.C.S. Nanterre 562 077 792

*Lu et approuvé, bon pour  
transaction et renonciation  
à instance et action*

<sup>1</sup> Cachet du maître d'ouvrage et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « *Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action* ».

<sup>2</sup> Cachet de l'entreprise et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « *Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action* ».

PARAPHES

LA REGION ILE-DE-FRANCE		La société BALAS	
-------------------------	--	------------------	--